

Pour la rentrée 98-99 : un manque de places disponibles

Un Casse-Tête pour Les Centres de la Petite Enfance

La rentrée 98-99 dans nos centres de la petite enfance (garderies et agences de garde en milieu familial converties en centre de la petite enfance ou CPE) s'annonce difficile cette année. En effet, avec l'arrivée des enfants de 3 ans, bénéficiaires du tarif de 5\$/jour (après ceux de 4 ans en 97) pour septembre, les demandes de parents ne cessent d'affluer alors que les places disponibles sont déjà occupées.

Ces services doivent alors gérer la frustration des parents qui veulent une place, d'autant plus que, pour la plupart, leurs allocations familiales ont été coupées !

Le manque de places disponibles n'est pas dû à une mauvaise volonté de la part des Centres de la Petite Enfance mais aux lenteurs bureaucratiques du Ministère de la Famille et de l'Enfance.

difficiles, environ 250 places (soit 150 en milieu familial et 100 autres en garderie) ont été créées pour la rentrée, sur les 1000 places prévues au développement.

Bien sûr, afin de pouvoir mieux répondre à la demande des parents, les CPE de l'Estrie comptent bien redoubler d'effort pour les offrir le plus rapidement possible, et, ce, malgré le peu de soutien du ministère.

Un financement problématique

En imposant un tarif uniforme de 5\$/jour/enfant, le gouvernement a simplifié la vie des parents mais compliqué celles des CPE. En effet, avoir à gérer 2 modes de tarifs, ceux à 5\$ et ceux sous l'ancien régime, accompagné d'un mode de financement compliqué insuffisant et mal adapté aux différentes réalités des services de garde, n'est pas une mince tâche pour les responsables et les Conseils d'administration des CPE.

Le Regroupement des centres de la petite enfance des Cantons de l'Est (RCPECE), organisme qui représente les CPE, considère que pour répondre adéquatement aux besoins des parents, il est impératif de mettre fin

au double mode de financement dès le prochain exercice financier. Conséquemment, toutes les places en CPE devraient être à 5\$ peu importe l'âge des enfants.

L'adoption d'une telle mesure permettrait d'alléger le travail de gestion mais surtout de mieux planifier le développement et de pouvoir y consacrer plus de temps afin de répondre adéquatement aux demandes pressantes des parents qui, dans toutes les régions du Québec, espèrent obtenir rapidement une place en CPE pour leur enfant.

Le rattrapage salarial

Un autre défi majeur que le réseau des centres de la petite enfance va devoir rencontrer dans les années qui s'en viennent, c'est celui du rattrapage salarial. En effet,

en ayant de moins en moins le contrôle de leurs revenus, comment vont faire les centres de la petite enfance pour répondre aux demandes légitimes d'augmentation de salaires des employées,

qui réclament l'équité salariale compte-tenu de leur niveau de formation? Il va donc falloir se tourner vers le gouvernement afin qu'il majore ses subventions de façon notable pour permettre ce rattrapage salarial!



Une mascotte bien-aimée : Skiwi

Photo : Banque du CPE

En effet, le nombre de nouvelles places à développer pour 97-98 et 98-99 n'a été connu qu'en mai 98. Et les services de garde qui ont présenté des projets n'ont reçu leur confirmation qu'à la fin de juillet. Pour la plupart des CPE, il leur était matériellement impossible de développer ces places pour la rentrée. Pourtant, malgré ces circonstances

- SOMMAIRE -

- Le roi est mort, vive le roi..... P. 2
- Sondage municipal : avis aux intéressés..... P. 3
- À se méfier du SalAMI..... P. 4
- Des « journalistes » parmi nous..... P. 9
- Fermeture de l'usine Beloit..... P.10
- Le défilé de la fierté..... P.11
- Fête de quartier : prendre racine..... P.12

Dossier : Communautés culturelles

- Diversité et défis..... P.5
- Entrevues..... P.6
- Faire sa place..... P.8



Prêts pour la randonnée...

Photo : Banque CPE

Martine Staehler, coordonnatrice

Regroupement des centres de la petite enfance des Cantons de l'est

Mesures d'accessibilité dans les services de garde

Enfants ayant 3 et 4 ans au 30 septembre 98 :

5\$ par jour, quelque soit le revenu ou la situation de travail des parents ou gratuitement pour les parents sur la sécurité du revenu.

Enfants de moins de 3 ans :

Tarifs du CPE + aide financière du gouvernement selon le revenu des parents et le motif de garde.

-- ÉDITORIAL --

Pour Sherbrooke, du changement à l'horizon?

Après 14 ans de règne conservateur, les électeurs et électrices du comté de Sherbrooke ont décidé de changer de représentant à la Chambre des communes. Ce changement était sans doute nécessaire pour un comté ayant sur son territoire la quatrième ville la plus pauvre au Canada (pour une population équivalente) soit la ville de Sherbrooke. Nous espérons que le nouveau député sera plus présent dans le comté et à la Chambre des communes que son prédécesseur Monsieur Jean Charest afin de mieux répondre aux besoins de la population de la circonscription.

Nouveau député sans nouveauté...

Cependant, le nouveau député fut élu à la suite d'une campagne courte, prématurée, fondée sur une campagne d'images plutôt qu'une campagne d'idées. Le changement de représentant n'exprime pas fondamentalement une nouvelle orientation au niveau des idées, le néo-libéralisme demeurant le dogme de référence.¹ En fait, les deux principaux partis en lice s'entendaient très bien sur la conduite de la destinée du comté, sauf en ce qui a trait à la fameuse question nationale. Tout compte fait, les principaux partis logent tous à la même enseigne, celle du néo-libéralisme, des coupures, de l'abolition des protections sociales et de la loi sauvage des marchés. Sans prendre partie, constatons l'apport au débat de partis secondaires comme le parti Verts et celui du NPD qui auront démontré, à la mesure de leurs moyens, qu'il y a d'autres façons de voir le monde que celle qui nous est imposée par les grands partis.

Présence d'un parti ultra-conservateur

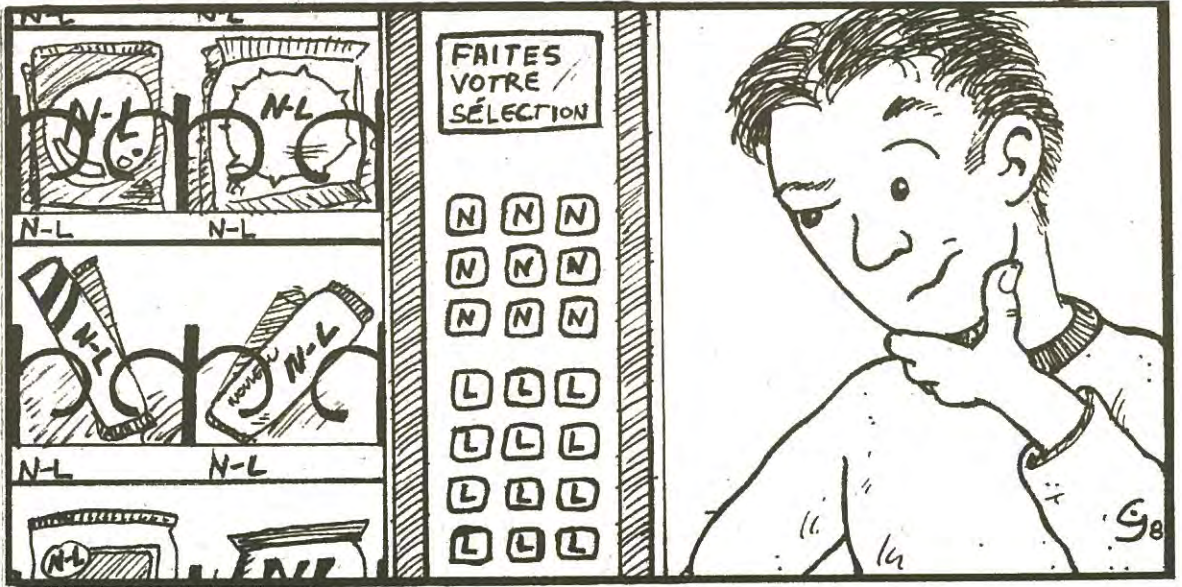
Malheureusement, le comté aura vu, par ailleurs, une percée des pensées intolérantes et réactionnaires par la voix du *Reform party*. Nous pensons que ces idées ultra-conservatrices doivent faire l'objet d'une critique rigoureuse, incessante et sans concession. La société que le *Reform party* propose, une société d'intransigeance et de répression où les armes à feu circulent librement, où le système de santé est privatisé, où le gouvernement fédéral ne favorise plus l'aide sociale (selon le programme du *Reform*), est une société de la misère qu'il faut rejeter.

Exercer son droit de vote

Enfin, nous invitons nos lectrices et lecteurs à mettre à leur agenda les prochaines élections municipale et provinciale et à exercer leur droit de vote. Il ne faut plus laisser la politique aux autres, c'est-à-dire aux grands partis; au contraire, il faut s'y investir au profit de la réalisation d'un projet de justice sociale qui passera par les débats d'idées plutôt que par les débats d'images comme c'est devenu la façon de faire depuis trop longtemps déjà.

L'équipe de la rédaction

1. Orientation politique et économique privilégiant le « libre marché » et un État minimum et ce, sur le dos des plus démunis-e-s.



L'heure est au bilan

Parlons-en!

Depuis nombre d'années et pour le meilleur et le pire, le Québec a évolué au rythme de slogans¹. Du *Prions tous ensemble* au *Maître chez-nous* de Jean Lesage en passant par *Un Québec fort dans un Canada uni*, nous sommes arrivés à *La modération a bien meilleur goût* pour finalement dérapier vers *La tolérance zéro*.

Les images sont fortes. *Tolérance zéro* pour l'alcool au volant, pour le tabagisme et la consommation de drogues, pour la violence sous toutes ses formes. Mais l'éducation civile et politique piétine. La déréglementation des entreprises favorise les patrons et le désengagement de l'État (ce qui veut dire rendre la personne comme la seule responsable de sa situation socio-économique) amène une suite sans fin de contrôles envers les simples citoyennes et citoyens.

Crédo néolibéral à l'heure de pointe

Point de *tolérance zéro* pour le crédo néolibéral qui chante les louanges de la

mondialisation des marchés (accumulation excessive de profits par les multinationales) et la modernisation des programmes sociaux (selon le P.Q., moderniser veut dire couper, réduire...). Parlez-en aux bénéficiaires de la sécurité du revenu; parlez-en aux prestataires de l'assurance-emploi.

Agitation électorale

Déjà, l'arène électorale s'agite aux niveaux fédéral, provincial et municipal. Le jour du scrutin, à mon tour, j'appliquerai la *tolérance zéro* contre ces politiciennes et politiciens fabriqués en série. En effet, qu'ont-ils fait pour la mise en place d'un projet de société basé

sur l'équité et la justice sociale? Qu'ont-ils fait pour permettre au 20 % des personnes les plus démunies de la société québécoise de vivre dans la dignité et le respect sans crainte du lendemain?

L'heure est au bilan. De quel côté penchera la balance? Celui du déficit zéro ou celui de la pauvreté zéro? Bonne question, direz-vous. Mais, voyez-vous, la pauvreté zéro n'a jamais pris place dans la balance... Alors... parlons-en.

Louise Daigle

1. Formule concise et frappante, utilisée par la publicité, la propagande politique, etc.

Le Petit Robert

Journal communautaire
bimestriel



187, rue Laurier, local 317
Sherbrooke (Québec)
J1H 4Z4
Tél. : 821-2270

Équipe de rédaction

Carole Archambault
Yves Couturier
Denis Crête
Louise Daigle
Dominique Desautels
Pascale Dumas
Normand Gilbert
Miodrag Tasovac

Mise en page

Louise Daigle
Ève Morin Desrosiers

Correction

Hélène Blanchard

Caricature

Jonathan Ferland

Collaboration

Cathy Bergeron
Francine Couture
Annie Godbout
Catherine Godbout
Cynthia Godbout
Sébastien Goulet
Isabelle Grenier
Joëlle Noël
D.N.
Denis Poudrier
Me. Micheline Plante
Martine Stachler

Éditeur : La Voix Ferrée inc.

Impression : The Record

Distribution :
Distribution Publicitaire Estric

Poste Publication : Enrg. 7082
Dépôt légal 3^e trimestre 1998
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite délimité par les rues Queen au nord, Saint-Joseph au sud, Le Phare à l'ouest et par la rivière St-François pour l'est.

AMECQ Association des
médias écrits
communautaires
du Québec

Distribution
Assermentée
AVDA

RPM
édité
à Sherbrooke
COMUNAUTAIRE

SONDAGE SUR LA POLITIQUE MUNICIPALE À SHERBROOKE

Le présent sondage a été réalisé dans la période du 27 juillet 98 au 17 août 98 par Serge Capistran auprès de cent (100) résidents et résidentes du quartier Centre-sud de Sherbrooke. Celui-ci n'a pas la prétention d'être scientifique mais se veut tout de même représentatif et révélateur des tendances au sein des personnes résidant dans le quartier.

N.B.: Les chiffres entre parenthèse () sont les résultats obtenus pour la même question posée lors d'un autre sondage effectué par Entrée Libre en octobre 1994.

1- Vous intéressez-vous à la politique municipale ?

Beaucoup	5 %	(4 %)
Moyennement	27 %	(15%)
Peu	39 %	(32 %)
Pas du tout	29 %	(49 %)

2- Connaissez-vous le nom du maire de Sherbrooke ?

OUI	67 %
NON	33 %

3- Connaissez-vous le conseiller ou la conseillère de votre quartier au conseil municipal ?

OUI	19 %
NON	81 %

4- Connaissez-vous l'emplacement de l'Hôtel de Ville de Sherbrooke ?

OUI	83 %
NON	17 %

5- La majorité des candidats et candidates se présentant aux prochaines élections municipales à Sherbrooke n'appartiennent pas à un parti politique municipal. Préférez-vous que les candidats et candidates soient rattaché-e-s à un parti politique municipal ?

OUI	28 %	(16 %)
NON	35 %	(29 %)
Ne sais pas	37 %	(55 %)

6- Seriez-vous d'accord pour que la municipalité de Sherbrooke soutienne davantage financièrement les organismes communautaires oeuvrant sur des questions autres que le loisirs et le sport amateur (ex.: le logement, la pauvreté, le transport adapté, etc.) ?

OUI	94 %	(84 %)
NON	2 %	(2 %)
Ne sais pas	4 %	(13 %)

7- En général, quel est votre appréciation de la qualité et de l'accès des services offerts à la population par la municipalité de Sherbrooke ?

Très satisfait	13 %
Satisfait	54 %
Passable	28 %
Insatisfait	4 %

Politique municipale

INDIFFÉRENCE OU MÉCONNAISSANCE ?

Selon le sondage effectué par le journal Entrée Libre, il semble se dégager une certaine indifférence des résidents et résidentes du quartier Centre-Sud par rapport à la politique municipale. En effet, une majorité (68%) des personnes interrogées se disent peu (39%) ou pas du tout (29%) intéressées par celle-ci.

Pourtant, plusieurs questions importantes touchant notre quotidien sont traitées à ce palier politique : développement résidentiel et commercial, sécurité publique (service de police et service d'incendie), cueillette des ordures et épuration des eaux usées, entretien/réparation des rues, soutien à la culture, aux loisirs et aux sports (bibliothèque, centre communautaire de loisirs, aréna, parcs, etc.) et autres services nous touchant directement ou indirectement. Dans le cas de la municipalité de Sherbrooke, il ne faut pas oublier la «vache à lait» que constitue Hydro Sherbrooke. Soulignons aussi que depuis quelques années déjà, les municipalités «recueillent» certaines responsabilités assumées auparavant par les autres paliers gouvernementaux.

Ce manque d'intérêts par la population du quartier Centre-Sud (malgré une augmentation par rapport au sondage de 1994 - voir tableau) devrait, selon nous, faire l'objet d'une attention particulière pour le nouveau Conseil municipal qui sera élu en novembre prochain. Celui-ci pourrait, par exemple, effectuer une campagne de sensibilisation sur l'importance de ce palier gouvernemental.

Des élu-e-s connu-e-s ?

Fait particulier ressortant du sondage : 63% des personnes interrogées connaissent le maire de Sherbrooke contre seulement 19% qui connaissent le conseiller ou la conseillère de leur quartier au Conseil municipal.

Pourtant, leur conseiller ou conseillère de la municipalité devrait (en théorie...) être plus près des résidents et résidentes du quartier. Est-ce à dire qu'ils ou elles sont peu présent-e-s dans la vie du quartier ? Une réponse de la part des élu-e-s municipaux serait intéressant...

Autre donnée intéressante, plus de 83% connaissent l'emplacement de l'Hôtel de Ville révélant possiblement une certaine connaissance du milieu par les répondant-e-s.

Et les partis politiques ?

Par rapport à une appartenance éventuelle des candidat-e-s à un parti politique municipal, les opinions sont plus précises qu'au sondage de 1994 (voir le tableau). La diminution des indécis-e-s sur cette question peut être interpréter comme une évolution dans la perception du rôle, positif ou restrictif, d'un parti politique sur la scène municipale. Bref, le fait que seulement 28% se disent favorables à l'affiliation politique des candidat-e-s ne favorise certes pas l'existence de tels partis.

Enfin, souhaitons que les candidats et candidates aux prochaines élections municipales (particulièrement dans le quartier Centre-Sud) prennent en considération l'ensemble des données de ce sondage effectué par Entrée Libre et réagissent en conséquence.

Yves Couturier
Pascale Dumas
Normand Gilbert

Ville de Sherbrooke et organismes communautaires

APPUI MASSIF À UNE AUGMENTATION DU SOUTIEN FINANCIER

Le sondage révèle clairement l'appui de la population du quartier Centre-Sud (94%) à un meilleur soutien financier aux organisme communautaires oeuvrant sur d'autres questions que le loisirs et le sport amateur comme le logement, la pauvreté, le transport adapté, etc. Cet appui confirme les résultats d'un sondage effectué par Entrée Libre en octobre 1994 (appui de 84% - voir tableau).

Bien que la Ville de Sherbrooke ait fait un premier pas vers une meilleure reconnaissance des organismes communautaires en se dotant d'une «Politique de l'action communautaire» en décembre 96, seulement 40,000.00\$ sont injectés directement dans le soutien aux organismes reconnus par le Conseil municipal (17 cette année).

Un appui justifié

Présent auprès de la population moins favorisée de Sherbrooke, les organismes communautaires sont de plus en plus sollicités par les personnes aux prises avec différents problèmes sociaux découlant souvent de l'application de politiques gouvernementales sur le dos des plus démunis-e-s : coupures à l'assurance-chômage et à l'aide sociale, mise à pied, etc.

La population appuie donc massivement un meilleur appui financier de la Ville de Sherbrooke à ces organismes, et ce, particulièrement dans une période où la pauvreté alimente plusieurs drames individuels et collectifs. Le Conseil municipal devrait comprendre son intérêt à soutenir davantage ce type d'organismes luttant pour l'amélioration des conditions de vie de la population en général, particulièrement auprès des plus démunis-e-s.

Dans le cadre des prochaines élections municipales, il serait donc important que les candidat-e-s se prononcent clairement sur cette question et prennent des engagements fermes pour l'augmentation des budgets dévolus aux organismes communautaires.

Yves Couturier
Pascale Dumas
Normand Gilbert

- - MÉDIAS - -

Le Collectif Régional d'Éducation sur les Médias d'Information (CRÉMI) vous présente ici, sous sa forme intégrale, un article qui a été refusé par le quotidien La Tribune. La réaction de La Tribune fut si vigoureuse (même si le sujet était déjà accepté pour publication), que le CRÉMI a cru de son devoir de publier dans d'autres médias écrits cet article si questionnant! Bonne lecture.

Quand la presse se concentre...

La publicité, on le sait, constitue la principale source de revenus des entreprises de presse. Elle permet aux médias de vivre et même de croître. Et qui dit recherche de profits dit concurrence, cela va de soi... Or, depuis 20 ans, cette lutte a donné naissance à un phénomène : la concentration des médias; les entreprises d'information sont de plus en plus grosses et de moins en moins nombreuses. En 1995, au Québec, il existait 14 quotidiens, propriétés de 14 hommes d'affaires différents. Aujourd'hui, trois géants dominent l'ensemble des quotidiens québécois : Power Corporation, Hollinger-Unimédia et Québecor, empires ayant respectivement à leur tête Paul Desmarais, Conrad Black et la famille Péladeau. De plus, les conseils d'administration de ces sociétés sont formés de gens entretenant des liens étroits avec les gouvernements. Ainsi, Jean Chrétien est lié par 1000 et un fils à Paul Desmarais : sa fille est l'épouse du fils de Paul. De plus, l'un de ses organisateurs de campagnes électorales, John Rae, a déjà été vice-président de Power Corporation et son ministre des Finances, Paul Martin, est un ancien employé et associé de Desmarais. Enfin, toujours chez les Libéraux mais du côté provincial, Daniel Johnson est un ancien vice-président-général de la Corporation financière Power. On peut imaginer les pressions qu'exerce tout ce beau monde sur le traitement de l'information...

L'influence des médias

Cette concentration exerce, par ailleurs, sur la population une influence politique et sociale considérable. L'opinion publique se forge à partir de l'information diffusée. Offrir une information diversifiée, complète et pluraliste, tel devrait être le mandat de la presse. Or, dirigés par des hommes d'affaires, les médias de masse traitent de plus en plus l'information comme de la « marchandise » qui doit être rentable. Un récent sondage CROP révélait justement que le principal reproche formulé à l'endroit des médias et des journalistes est le sensationnalisme et l'amplification de la nouvelle. Meurtres à la une, procès en ouverture de journal télévisé, accidents à la chaîne au radio-journal ne sont plus seulement le lot du Journal de Montréal et de Photo-Police... Il s'agit là de nouvelles « payantes » en terme de lectorat et de cotes d'écoute. Force est de constater que les intérêts des propriétaires de médias sont bien différents de ceux des groupes populaires. Alors que ces derniers luttent pour une société plus démocratique, la concentration de la presse, au contraire, favorise le contrôle du contenu, au bénéfice des groupes dominants de notre société.

Cathy Bergeron
Pour le CRÉMI

Accord multilatéral sur les investissements

Opération SalAMI!

Depuis 1995 se négociait discrètement à l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) un accord visant à donner un grand coup pour la « libéralisation des marchés » c'est-à-dire en français, « démolition du social ». C'est l'AMI, ou Accord multilatéral sur les investissements. Ce faux ami serait, selon plusieurs critiques, une véritable charte des droits des entreprises multinationales. En gros, elle donnerait, toujours à ces mêmes entreprises, le droit de se faire rembourser par nos gouvernements ce que leur coûte la protection des droits sociaux et de l'environnement! Hallucinant, non?

Or du 25 au 27 mai 1998 se tenait la Conférence de Montréal, un grand congrès du néolibéralisme réunissant à l'Hôtel Sheraton, entre autres, le gouverneur de la Banque du Canada, des hauts placés du Trésor américain et de l'Union européenne ainsi qu'un certain Donald Johnston, secrétaire général de l'OCDE... et, en quelque sorte, père de

déterminés et bien préparés (dont une bonne dizaine de Sherbrooke, essentiellement du Cégep) se sont installés devant tous les accès du Sheraton. On n'entre plus! Mais le SPCUM (Service de police de la communauté urbaine de Montréal), avec la collaboration de la SQ (Sûreté du Québec), de la GRC (Gendamerie Royale du Canada) et autres SCRS

émeute ont utilisé la force... plus que nécessaire : torsion des poignets, application de pression sur les yeux et sous l'oreille, etc. Dans bien des cas, des policiers sadiques en ont ajouté pour le plaisir APRES que nous ayons accepté de collaborer (du genre « tu voulais pas m'écouter tantôt? Tiens, astheure! »). Émilie Breton, 18 ans, du Cégep de Sherbrooke, a même eu la moitié du visage paralysé pendant quelques jours après s'être fait « ser-rer les ouïes ».

Poursuites et poursuivre

Mais heureusement, notre message a été entendu : nous avons fait la une des médias du Québec, en plus de trouver écho au Canada anglais. Reste maintenant à nous défendre d'accusations criminelles, telles troubler la paix, attroupement illégal, méfait et résistance à l'arrestation : une occasion de prolonger l'action en faisant un procès politique démontrant que la gravité des répercussions de l'AMI justifiait l'opération. En attendant le résultat du procès, on pourrait poursuivre la noble tradition du Plan G, du commando-bouffe du Reine-Élisabeth et des occupations du Conseil du patronat à Montréal et de la Chambre de commerce à Sherbrooke... Par une occupation de la Bourse de Montréal, par exemple? À suivre!

Sébastien Goulet

Dimanche, le 29 novembre 1998

JOURNÉE NATIONALE DES
TRAVAILLEUSES DANS LES
MAQUILADORAS



Un « salami » que celui-là!

Source : National Union of public and general employees

l'AMI. De là l'Opération SalAMI : dans la lignée du Plan G, c'est le blocage de la conférence par la désobéissance civile non violente, question de lancer un grand cri contre l'AMI, qui perd certainement à être connu!

Opération Sheraton

C'est ainsi que le 25 au matin, plus de cent jeunes

(Service canadien de renseignement de sécurité), avait prévu le coup, notre action ayant été annoncée publiquement des mois à l'avance. Trois heures après le début du blocage, les arrestations commençaient... Au total : 99 personnes arrêtées. Et pour contrer notre tactique de refus passif de collaborer à notre arrestation, les policiers de l'escouade anti-



CRÉMI
Collectif Régional d'Éducation
sur les Médias d'Information

ACCÈS GRATUIT À INTERNET
tous les mardis et jeudis
de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 16 h 30
Pour réservation : 346-0101

COMMUNAUTÉS CULTURELLES



Dessin : Eve Morin Desrosiers

L'apport de l'immigration à Sherbrooke est bien connue. Le quartier Centre Sud-Ouest s'est forgé une image grâce à la migration. Il a hérité d'une richesse culturelle de cette diversité. Quand on regarde le nombre de réfugiés, d'organismes d'accueil, de restaurants, de boutiques d'importation, on s'aperçoit que la présence d'immigrantes et d'immigrants nous ouvre de nouveaux horizons. Les nouveaux arrivés partagent leurs moeurs, leurs langues, leurs costumes, leurs musiques et leur savoir-faire. Mais que savons-nous de ces gens? Pourquoi se sont-ils installés ici? Ont-ils reçu du support à leur arrivée? Pour répondre à ces quelques questions, *Entrée Libre* présente ce dossier avec lequel nous apprendrons davantage sur ces personnes immigrantes qui nous entourent.

L'IMMIGRATION À SHERBROOKE : DIVERSITÉ ET DÉFIS

Suite à la Seconde Guerre mondiale, l'immigration augmenta progressivement au Québec. Sherbrooke suivit cette tendance générale en admettant ses premiers immigrants. En 1954, devant un flot important d'immigration, la ville crée un organisme: « Le Bien-Être des Immigrants ». Fondé avec la collaboration de l'Archevêché du diocèse de Sherbrooke, cet organisme, aujourd'hui appelé « Service d'aide aux Néo-canadiens » (SANC), vise à aider les nouveaux arrivants à bien s'installer, puis à les épauler dans leurs toutes premières démarches, afin de réduire leur insécurité engendrée par la migration.

Selon le contexte international, le visage de l'immigration change. En 1975, apparaissent des personnes aux traits bridés: une population vietnamienne s'enracine. Les Vietnamiens ont eu à subir un pénible voyage (rappelons-nous l'époque des *boat people*). Entre 1979 et 1983, la population immigrante provient en grande partie du Sud-Asiatique. Et, entre 1982 et 1985, des réfugiés de l'Amérique latine (surtout du Salvador) débarquèrent à Sherbrooke. L'an dernier 616 personnes provenant de 35 pays différents (voir tableau 1) se sont établies ici. Or depuis 1993, la plupart des nouveaux immigrants sont d'origine ex-Yougoslave et en forme une forte communauté. Cette dernière se compose de trois ethnies: des Serbes (en majorité) des Croates et des Musulmans. En plus des ex-

Yougoslaves, on retrouve principalement des Vietnamiens, des Sud-Américains et des Rwandais.

Pourquoi immigrer-t-on?

La catégorie des réfugiés (voir tableau 2) compose la majeure partie de la population immigrante. Ils fuient leur pays pour plusieurs raisons: droits bafoués, conditions de vie ardues et crainte pour leur survie. Il faut penser que la guerre avec ses massacres engendre plusieurs milliers de victimes par année.

Le quartier Centre Sud-Ouest possède une bonne part des organismes qui offrent des services aux immigrantes et immigrants. C'est la raison pour laquelle y circulent beaucoup de gens de différentes communautés culturelles, même si ceux-ci n'y ont pas tous élu domi-

cile. Depuis un certain temps, par exemple, Sherbrooke ouvre ses portes aux Afghans et, du fait de la présence d'une mosquée dans le quartier Est, un grand nombre de ceux-ci s'y établissent parce qu'ils sont de religion musulmane.

L'adaptation: ce n'est pas une paire de manches

Beaucoup, parmi les personnes immigrantes sont des réfugiés. Ces gens souffrent davantage du stress de la migration, celle-ci s'étant réalisée sans réelle préparation ou volonté de partir. Peu importe l'endroit d'atterrissage, le choc est violent et déstabilisant. Surtout si l'immigrante ou l'immigrant provient d'un pays où les manières de vivre diffèrent des nôtres; l'adaptation se fait plus difficilement.

Les premières semaines d'immigration se révèlent une véritable course contre la montre: trouver un logis, inscrire les enfants à l'école, accéder aux services téléphoniques, etc... Où fait-on l'épicerie? Quels formulaires doit-on remplir? Ouf!... Comment se fait-on comprendre en parlant une langue étrangère? Grâce à la

banque d'interprètes et de bénévoles du Service d'aide aux Néo-canadiens (SANC), ces personnes qui ignorent le français peuvent bénéficier de leurs appuis.

Barrière de la langue

La première barrière à faire tomber est celle de la langue. Après leur installation, le Centre d'orientation et de formation pour personnes immigrantes (COFI) prend la relève en offrant aux immigrants adultes des cours de français obligatoires. C'est un français fonctionnel et pratique. Ginette Jacques, du COFI, nous explique: «En ce qui a trait à l'apprentissage, on remarque, chez les ex-Yougoslaves, des problèmes de structures de phrases et de prononciation. Chez les Afghans, ce sont la lecture et l'écriture, qui s'avèrent des obstacles, puisque leur alphabet est à l'opposé du nôtre.» Lorsqu'ils ont terminé leurs cours, les étudiants ont acquis une bonne base et peuvent, s'ils le désirent, poursuivre des cours de perfectionnement au Centre Saint-Michel.

En ce qui concerne les enfants, ceux-ci sont directement admis dans des classes d'accueil dans les écoles du quartier, dont les écoles Larocque, Buissière et enfin St-Joseph, et, au secon-

daire, à l'école Le Phare. Leur contact quotidien avec de jeunes Québécois facilite leur intégration.

Et le gagne-pain...

Pour qu'une personne immigrante s'adapte bien à son pays d'accueil, elle doit comprendre le marché du travail. Après l'étude du français, elle peut songer à se trouver un gagne-pain. Pour accéder plus aisément au marché du travail, elle reçoit l'aide du Service d'accès au travail pour personnes immigrantes (SATI), dernièrement mis sur pied par le Centre Saint-Michel et le SANC. Pour ce nouveau service, ces personnes reçoivent de la formation et ont droit à de 9 à 11 semaines de stages en entreprises, dans des organismes ou autres milieux plus diversifiés, ce qui augmente leurs possibilités d'obtenir un emploi. Danielle Robert, conseillère d'orientation pour le SATI, nous en parle: «Comme il y a eu déjà des programmes d'employabilité, on a offert une formule renfermant juste des stages pour ceux qui avaient déjà suivi la formation au SANC. Parmi ceux-ci, les deux tiers ont gardé un emploi après (peut-être à cause de la période de l'année?). C'est un beau succès!»

Ève M. Desrosiers

1. PROVENANCE DES IMMIGRANTS EN 1997

Pays majoritaires	Nombre	%
Ex-Yougoslavie	344	58,8
Afghanistan	132	22,5
France	26	4,4
Algérie	22	3,8
Maroc	21	3,6

2. Catégories d'immigrants	Indépendants	Familles	Réfugiés
1996	64	95	482
1997	99	45	472

AUX YEUX DES IMMIGRANTS :

Après avoir pris connaissance des services mis à la disposition des personnes immigrantes dès leur arrivée à Sherbrooke, nous en avons rencontré quelques-unes. Chacune envisage l'avenir au Québec avec des projets différents pour l'une et l'autre : espoir de retrouvailles et de se décrocher un emploi dans un avenir rapproché. Chacune a fui la guerre pour retrouver la paix et vivre une vie plus calme.



**POUR UNE VIE
MEILLEURE**
*Solange Nkulikiyinka
(Rwanda)*

Il y a presque deux ans que je suis installée ici, à Sherbrooke. J'ai quitté mon pays pour fuir la guerre qui ravageait tout. J'ai passé par les pays voisins pour me rendre jusqu'au Canada. Je suis arrivée comme visiteuse, puis j'y suis restée. J'ai vécu beaucoup de stress; d'une façon psychologique, ce n'est pas vraiment facile. Je me demandais même: «Qu'est-ce que je suis en train de faire? Où

est-ce que je vais?» C'est comme si je me considérais folle. Mais en voyant ce qui se passait, j'ai vu que je prenais la bonne décision. J'ai sacrifié plusieurs choses et ça a été très difficile.

Les premières semaines ont été pénibles. Je ne connaissais pas beaucoup de personnes. Je m'ennuyais beaucoup. C'était le début de l'hiver. Ce fut encore plus insupportable pour moi. J'avais de la misère à sortir. J'étais toute seule avec mon petit garçon, puis, je me disais: «Si c'est dur pour moi cette vie, qu'est-ce que cela va être pour mon petit Hervé?» Donc, il faut que je cherche un moyen de nous sortir de tout ça. Alors, il m'est venu à l'idée de consulter des organismes tels l'UNICEF ou la Croix-Rouge.

J'ai rencontré la présidente de l'UNICEF. Cette dernière m'a soutenue et est devenue une grande

amie. Elle m'a fait connaître des gens, des organismes et des garderies à but non lucratif pour mon fils. Avec cette famille québécoise, j'avais plus d'information et ça m'aidait.

En ce qui concerne les achats, je ne savais pas qu'il y avait des taxes, parce que moi j'étais habituée de payer le prix indiqué sur le produit. Quand j'arrivais à la caisse, la somme était plus élevée que prévue. Mais, je m'y suis habituée.

Difficile de ne plus exercer son métier

Dans mon pays, je travaillais comme animatrice auprès des personnes handicapées. Ici, je croyais ne plus pouvoir exercer ce métier et me sentais inutile. Je ne savais pas qu'il y avait des endroits où je pouvais travailler bénévolement. Ici, cela équivaut à deux ans d'université. Je pense que

l'an prochain je vais retourner aux études. Mais, savez-vous, j'ai mon mari qui attend dans mon pays pour émigrer au Canada. Ça serait plus facile pour moi d'étudier. Pour l'instant, je me sens bien, j'ai un rythme de vie qui me plaît, j'ai un

chez-moi, il n'y a personne qui me dérange et je vis ma vie comme je l'entend. Je garde espoir que mon mari va venir le plus tôt possible. et que ça va aller. Là, je ne suis pas satisfaite en entier de la vie que je mène, mais j'ai confiance que ça ira.



P.S. Emploi

Programmation
Automne 1998

Groupe d'entraide « Comment ça va? »

Partagez votre vécu de sans-emploi et brisez votre isolement.

La Traversée

Accroître la connaissance et l'estime de soi. Mieux vivre le changement. Se connaître pour mieux se voir en emploi.

Destination entreprises collectives

[Nouveau]

Conférence-causerie pour s'informer et rencontrer des gens qui ont réussi des expériences d'entreprises collectives.

Mise en train

Démarche de clarification d'idées de projets collectifs et de vérification de potentiel pour le travail d'équipe

POUR INFORMATIONS, TÉLÉPHONEZ AU 820-8869



**ICI, JE ME SENS
EN SÉCURITÉ**
*Snjezana Sevr
(Ex-Yougoslavie)*

Je suis installée ici depuis deux ans et demi. J'ai quitté Sarajevo, ma ville natale, au début de la guerre, au mois d'avril 1992, pour me réfugier à Belgrade. J'ai habité là-bas, chez ma grand-mère, pendant trois ans et demi. De là, je suis arrivée au Canada après un an de procédures en 1995.

Les premières semaines furent les plus difficiles, parce que je suis arrivée au mois de novembre. Il faisait froid, je m'en souviens bien (-20° degrés Celsius), et puis je suis arrivée toute seule. Je ne connaissais que les deux familles qui sont arrivées avec moi. J'ai attendu deux mois avant de commencer le COFI. Je maîtrisais tout de même un peu le français, parce que je l'ai étudié à l'école secondaire dans mon pays d'origine. Par contre, quand je suis arrivée ici je ne comprenais rien à cause de l'accent; il y a le français québécois et le français de France. Je n'arrivais pas à me débrouiller pour combler mes besoins. Je faisais seulement l'épicerie. Après deux mois, j'ai commencé des cours au COFI.

Survivre

Les services offerts aux immigrants sont nécessaires. En arrivant à Sherbrooke, on ne peut rien faire; on ne connaît pas la langue, la culture, les gens... Mes sept mois au COFI, je les garde comme un bon souvenir. Je suis restée en contact avec les deux familles avec qui je suis arrivée. Elles sont mes amies pour toujours, parce que je ne peux pas oublier l'aide qu'elles m'ont apportée. De plus, j'attendais toujours le facteur, car les lettres de mes amis, de ma famille et de mes parents m'ont aidée à « survivre » pendant les premiers mois. L'apprentissage du français a été facile parce que j'avais déjà une base. Mais à chaque jour, je continue à apprendre la langue. Dans mon pays, j'étais jour-

naliste à la radio de Sarajevo pendant quatre ans. Ici, j'ai eu une reconnaissance de diplôme, mais je ne voulais pas travailler comme journaliste, parce que je suis consciente qu'il faut d'abord maîtriser la langue française, puis la langue anglaise. Il faut connaître la société et la culture québécoises qui sont différentes des nôtres : chez nous, c'est

traditionnel; chez vous, c'est très moderne. J'ai changé de matière et j'étudie maintenant à l'Université de Sherbrooke. Je fais un bac en histoire générale et une mineure en communication. Après, je veux me trouver un emploi. Quant à l'avenir, d'abord, ici, je me sens en sécurité. Ça va m'aider pour que je sois plus forte.

FAMILLE PLUS

HALTE JEUX - RÉPIT FAMILIAL
CONFÉRENCES - ATELIERS

324-1 Ball - Sherbrooke - J1H 1V5 - (819) 822-0835

COMMENT VIVENT-ILS?

Une majorité des personnes immigrantes s'installent dans le quartier Centre Sud-Ouest pour des raisons pratiques: le coût de la vie est moins élevé, le déplacement est plus facile et les services ont pi-gnon sur rue dans le secteur.

La presque totalité des réfugiés vivent en logement, car le quartier offre beaucoup de HLM et de logements subventionnés, ce qui expliquerait en partie le grand nombre d'ex-Yougoslaves installés dans le coin. Comme nous le mentionne M. Shérif N'Doye, président de la Fédération des communautés culturelles de l'Estrie: «L'avantage d'habiter dans le même quartier quand tu es réfugié et que tu arrives dans une ville nouvelle (tu ne connais personne)...ça donne plus confiance. Un, deux ou trois ans après, il y en a qui déménagent et qui continuent dans leur voie. Tu vas vers les gens qui te ressemblent parce que tu te

sens plus en sécurité. Quand il y a des problèmes ce sont eux qui t'aident.» Les gens



se regroupent pour diminuer chez eux l'anxiété causée par la migration et pour être avec les leurs, qui ont vécu les mêmes obstacles qu'eux à leur arrivée. C'est plus sécurisant face à l'inconnu. Peu à après leur installation,

ces gens se reconstruisent un autre réseau social, d'amis et de connaissances. Ici, à Sherbrooke, il existe plusieurs communautés, et ces dernières font beaucoup pour leur membres.

De la sécurité du revenu à l'emploi

Dès les pieds posés en terre québécoise, les réfugiés deviennent bénéficiaires de la sécurité du revenu. Monsieur N'Doye nous explique: «Les réfugiés proviennent de pays en guerre; ils fuient leur pays. Ils n'ont pas le temps de se préparer qu'ils sont déjà arrivés ici. Puis ça leur prend du temps pour s'adapter. De toute façon, ce sont des allophones (ne connaissant aucune des deux langues officielles) il faut qu'ils apprennent le français. Pendant ce temps, ils sont sur le bien-être social.» Après une certaine période d'adaptation, ils

commencent à se trouver des emplois. «C'est très diversifié, il y en a qui travaillent dans des usines, d'autres, dans des restaurants et enfin d'autres qui se placent comme ingénieurs» mentionne Danielle Robert. Ainsi, poursuit Monsieur N'Doye: «Même que celui



qui a dessiné les plans pour le nouveau terminus d'autobus urbain au Centre-ville est un Serbe et j'ajouterais que dans cinq à dix ans, les Afghans vont commencer à ouvrir leurs propres commerces parce qu'ils sont

doués là-dedans; ce sont des gens qui travaillent dur.» Cependant, le problème se pose différemment pour un professionnel venant de l'étranger, vu qu'il doit maîtriser les termes techniques en français. Mais les immigrantes et immigrants ne sont pas tous des réfugiés.

Ceux qui appartiennent à la catégorie des indépendants ont moins de difficultés puisqu'ils se préparent à immigrer en apprenant sur leur pays d'accueil. Souvent, ils maîtrisent la langue. Ils viennent poursuivre leurs études au Québec ou bien s'installent suivant leurs compétences professionnelles. Par exemple, l'Université de Sherbrooke compte beaucoup de personnes d'autres cultures parmi son personnel enseignant et ses étudiants.

Ève M. Desrosiers

Un mélange d'ici et d'ailleurs

DES GENS QUI APPORTENT BEAUCOUP

Les personnes immigrantes apportent beaucoup au quartier Centre-Sud-Ouest. Nous pouvons faire le tour du monde en demeurant dans le même coin, en passant par l'Italie, la France et la Grèce; par des odeurs du Maroc et du Vietnam. Nous pouvons entendre des musiques, des sons, des accents étrangers...

Il y a des épiceries telles l'Épicerie d'Asie, qui offrent des produits exotiques que nous ne voyons pas sur les tablettes des supermarchés. Certaines, nous permettent même de goûter à des produits de fabrications artisanales, et d'autres font partie du paysage courant. Par exemple, Le Coin d'Italie est ouvert depuis 1981. Les premiers propriétaires étaient des Italiens. Les débuts furent lents, car ils durent se faire un nom. Mais qui aurait penser qu'à présent l'actuelle propriétaire, Maria Riana, est d'origine espagnole. Comme elle nous l'explique: «Il y a eu deux propriétaires italiens avant moi. J'ai commencé à travailler pour eux en 1983, et c'est avec eux que j'ai appris à faire les pâtes et les choses italien-

nes, parce que, voyez-vous, je ne suis pas italienne. Par contre, il y a plusieurs ressemblances, surtout du côté méditerranéen. Il y a beaucoup de mets et de traditions qui se ressemblent, tant pour l'Italie que pour l'Espagne. Mais les pâtes et tout ça, continua-t-elle avec son bel accent hispanique, ce sont eux qui m'ont montré comment les fabriquer.»

Quelques Français, Italiens et Espagnols viennent s'approvisionner, mais ceux qui en profitent le plus sont les Québécois, qui forment la clientèle majoritaire.

Bouffe et culture

Il ne faut pas oublier les restaurants, qui font le bonheur des gens en leur servant des mets originaux. Comme exemple, les res-



taurants Village vietnamien, La Casbah, L'Île grecque, tous les trois situés dans l'arrondissement des rues Ball et Alexandre. Sans parler du célèbre Buffet des Nations, qui a lieu chaque année, organisé par le SANC, où la population sherbroo-

koise peut goûter aux plaisirs de la table tout en découvrant les cultures et plats de ces communautés.

De même, le côté artistique de ces personnes immigrantes est de plus en plus mis en valeur. Des écoles de danses étrangères ont vu le jour depuis quelques années; des festivals de musique internationale sont apparus aux sons de rythmes et d'accords inconnus jusqu'ici. Ainsi, l'Association interculturelle de l'Estrie (AIDE) a lancé depuis peu un programme appelé: «Jumelage d'artistes d'ici et d'ailleurs», ayant pour but de présenter un spectacle annuel où l'alliage de notre culture à ces autres cultures se fait en empruntant aux arts, au chant, à la danse et à la musique.

Les personnes immigrantes font désormais partie du paysage de Sherbrooke, en particulier dans le quartier Centre Sud-Ouest. Les raisons qui motivent ces gens à quitter pays, familles et amis sont soit d'ordre économique ou soit pour des raisons d'ordre politique. La majorité d'entre eux finissent par se forger une place au sein de leur société d'accueil. Ces gens nous apportent énormément par leurs différences, sur le plan culturel et linguistique, mais également par leur courage et leur tenacité à vaincre les difficultés surgissant lors de la migration. Grâce à eux une petite partie du monde nous est plus familière...

Ève M. Desrosiers

Sources : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration. Direction régionale de l'Estrie. Statistiques - Estrie.

BÉCHARD, Magali, consultante stagiaire, CHIASSON, Nicole, professeure. Concentration élevée d'ex-Yougoslaves dans un même voisinage : y a-t-il des effets? Département de psychologie, Université de Sherbrooke.

BIBEAU, Gilles et al. Santé mentale et ses visages : un Québec pluriethnique au quotidien. Éditions Gaétan Morin, 1992, 289 p.

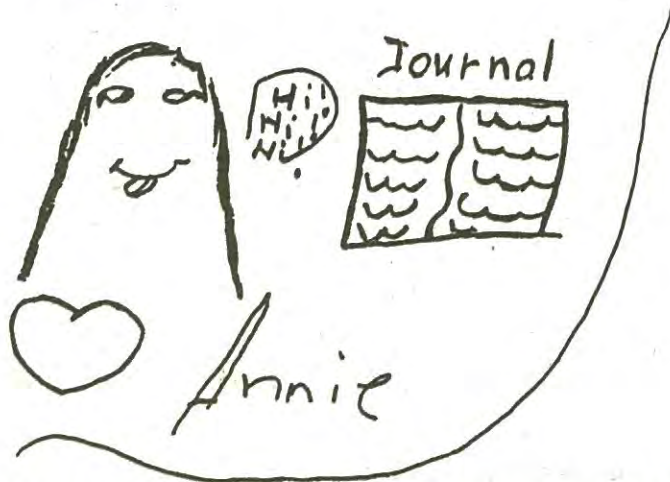
Fête de quartier au parc Racine

Sous le thème « Des gens uniques...Un quartier debout! » le Comité des citoyens et citoyennes du secteur Racine a organisé, le 8 août dernier, sa fête annuelle de quartier au parc Racine. **ENTRÉE LIBRE** y était et a sollicité la collaboration de jeunes « journalistes » en vue d'en tirer une page dans sa parution de la rentrée. Nous reproduisons ici les textes et dessins de jeunes résidentes Annie, Catherine, Isabelle, Cynthia et Joëlle.

Bonjour! Je trouve que cette année, c'est plus spécial que l'an passé. Je trouve aussi que les kiosques sont beaucoup moins chers que ceux de l'année dernière. C'est beaucoup extraordinaire cette fête. J'aime beaucoup venir ici chaque année, car c'est vraiment le « fun » et c'est gentil de nous accueillir avec joie. Je suis contente de vous écrire. L'an dernier, il n'y avait pas de journalistes ici.

Je vous remercie de votre gentillesse.

Votre petite amie,



Moi, à chaque année, je viens à la fête du parc Racine. Il y a plein de personnes qui font de très beaux maquillages. Les activités des *Petits Débrouillards* sont drôles, comme faire des pâtes à jouer; puis des kiosques de collations, d'insectes; des tentes pour la lecture; des ateliers de dessins et, enfin, une grande place pour l'amusement. Il y a des concerts vraiment le « fun »; un grand terrain de volley-ball et une grande scène. J'espère que mon article vous incitera à venir au parc Racine l'an prochain.

Isabelle Grenier (13 ans)



J'aime la fête au parc Racine

Ce que j'aime, ce sont les insectes!

Aussi, j'aime les maquilleuses.

J'adore *Les Petits Débrouillards*.

Je suis contente de vous écrire.



De votre amie,
Catherine Godbout (7 ans)

Une fête super!

Bonjour! Moi, je trouve la fête très spéciale. Pour moi, la fête est super! Il y a des choses extraordinaires comme, par exemple le kiosque de boucles d'oreilles qui sont très belles, comme celles en coeur, celles avec la pierre rouge, puis celles avec une pierre blanche au milieu. Et la demoiselle est si gentille...

Tous les jeux auxquels j'ai participé sont supers mais le plus attirant est celui des

Petits Débrouillards. Les expériences sont impressionnantes et épatantes. La table des maquilleuses est super également. Même si elles ne sont pas des professionnelles, elles sont très bonnes pour des débutantes. Les gens sont très accueillants et très actifs. Je suis très contente qu'ils se soient décidés à faire une fête au parc Racine.

Moi, à chaque année, je viens à cette fête. Je trouve

cela très mouvementé et j'aime beaucoup ça. Il y a des jeux comme le volley-ball et le chat et la souris. Pour ceux qui liront mon texte, je vous dis : « Venez, venez vite et très vite à la prochaine fête. Je vous garantis que vous aimerez cela. Je vous le dis parce que j'y suis allée.

Votre amie,

Cynthia Godbout
(11 1/2 ans)

Le COEUR remplit de bonheur...

Bonjour, je m'appelle Joëlle Noël et aujourd'hui, une fête comme celle-ci, c'est amusant, car il y a des jeux pour les enfants et on apprend de nouvelles choses.

Il y a des personnes qui vendent des bijoux qui sont très jolis. Tu vires la tête à droite, tu vois des enfants courir; tu vires la tête à gauche, tu vois des personnes rire et danser. Pour le souper, on mange du maïs en épi et des hot dogs. Après, il y a des chansons sur une scène. J'aime vraiment cela, car tu rigoles et c'est vraiment amusant d'être entourée de toutes ces belles personnes et de ce beau paysage. Tu danses, ris et t'amuses jusqu'à 23 heures. Après la fête, tu t'en retournes chez toi et tu as le bonheur qui te remplit le coeur. C'est ce que je ressens endedans de moi et je suis contente. On a juste un jour pour avoir du plaisir comme aujourd'hui...

Écrit par Joëlle Noël



FAMILLE PLUS C'EST :

Une occasion de partager entre parents et/ou familles notre vécu, nos expériences, pour se donner du support et se créer une meilleure qualité de vie.

Un lieu où vivre des activités et des moments enrichissants.

Un endroit où chacun peut apporter ses connaissances.

Un milieu de vie bâti à la mesure des membres qui l'enrichissent.

Services offerts :

Halte Jeux
Répit Famille
Conférences/Ateliers
Activités sociales

324, rue Ball, Sherbrooke, J1N 1Y9
Téléphone : (819) 573-0113

- - CHÔMAGE - -

Comment rembourser ce que l'on n'a pas reçu ?

Les hauts fonctionnaires fédéraux ont élaboré une nouvelle torture qui vise à saigner les prestataires tout en contribuant à augmenter les surplus de la caisse de l'assurance-chômage. Après avoir réduit sauvagement l'accessibilité aux prestations, voilà qu'ils visent à récupérer des sommes non-versées aux prestataires touchant des gains de travail.

Les dispositions de la Loi de l'assurance-chômage permettaient déjà au ministère de réclamer aux prestataires toute somme qui leur a été versée alors qu'elle n'aurait pas dû l'être. Ces versements excédentaires peuvent résulter d'erreurs du fonctionnaire, du prestataire ou de déclarations frauduleuses de ce dernier. Depuis janvier 1997, la méthode de calcul des trop-payés a changé. Ces modifications permettent au ministère de réclamer le remboursement de sommes qui ne lui a jamais été versées.

Un exemple : l'histoire de Paul...

Prenons le cas de Paul X... qui, après trois mois de chômage, fut rappelé par son employeur qui ne pouvait lui assurer du temps plein pour les trois ou quatre premières semaines. Paul continua à retourner ses cartes de chômage en déclarant ses gains de travail. La première semaine, il ne travailla qu'une journée pour un salaire de 90 \$. Son taux de prestations étant de 300 \$, son gain admissible était de 75 \$ par semaine. Il a donc reçu 285 \$ en prestations pour sa première semaine. Au cours des quatre autres semaines, il toucha des salaires de plus de 375 \$ et ne reçut donc aucune prestation. Pour chacune d'elles, il déclara avoir gagné 400 \$ et ne retourna pas la carte suivante.

Quelques mois plus tard, le ministère découvre que Paul a bien gagné 90 \$ lors de la première semaine mais respectivement 440 \$, 390 \$, 480 \$ et 490 \$ les quatre semaines suivantes. Selon lui, Paul a sciemment mal déclaré ses gains et le ministère lui réclame un trop-payé de 200 \$ même s'il n'a touché aucune prestation là où les gains ont été incorrectement déclarés. Notons que si Paul n'avait pas retourné ses deux dernières cartes, aucune somme ne lui serait réclamée.

La morale de cette histoire

Cette tortueuse idée de nos dirigeants ne leur est pas tombée du ciel. Il s'agit plutôt de l'exploitation insidieuse d'une croyance populaire, maintenue depuis des années par des fonctionnaires de ce même ministère. Cette idée consistait à déclarer 125 % de notre taux de prestations dès que notre revenu de travail atteignait ce montant.

Paul a retenu quelque chose de cette aventure : « si nous ne prenons pas les rênes de notre société, d'autres le feront pour ou contre nous ».

Denis Poudrier

Mouvement des chômeurs et chômeuses de l'Estrie

Les travailleurs de la Beloit

Le Néo-Libéralisme et Son Oeuvre

«L'industrie des pâtes et papier change. Beloit fait de même. À titre de manufacturier de pointe dans la fabrication d'équipements, nous nous restructurons afin de mieux pouvoir répondre à vos besoins. Nous déplaçons les gens et les installations afin qu'ils soient plus près de vous. [...] C'est la promesse que nous vous faisons. Regardez-nous livrer la marchandise.» C'est ainsi que s'introduit la corporation Beloit sur son site internet.

À Sherbrooke, au mois d'avril 1998, Beloit a fermé son usine jetant 213 travailleurs syndiqués à la rue. En août, Beloit a annoncé sa décision de fermer son usine de Dalton au Massachusset à compter du 31 octobre. Plus de 250 travailleurs se retrouveront alors sans emploi. La façon dont se présentent Beloit et ses multiples fermetures d'usine ne sont pas des coïncidences.

La mondialisation de l'industrie et le néo-libéralisme

La mondialisation de l'industrie met en compétition les travailleurs de la Beloit à Sherbrooke à ceux d'Asie, où les salaires sont beaucoup moindres et les conditions de travail désuètes. Moins il en coûte cher de produire et plus les investisseurs font d'énormes profits.

Ainsi, au cours de l'année 1997, les actions en cours des Industries Harnischfeger, compagnie-mère de la Beloit se sont transigées jusqu'à près de 45 \$ alors qu'elles s'échangent présentement autour de 20 \$. (Voir tableau) Cependant, la tendance générale du prix des actions de la compagnie est en hausse constante depuis le début des années 90. L'appétit toujours vorace des investisseurs, dont le but est de faire toujours plus d'argent dans un minimum de

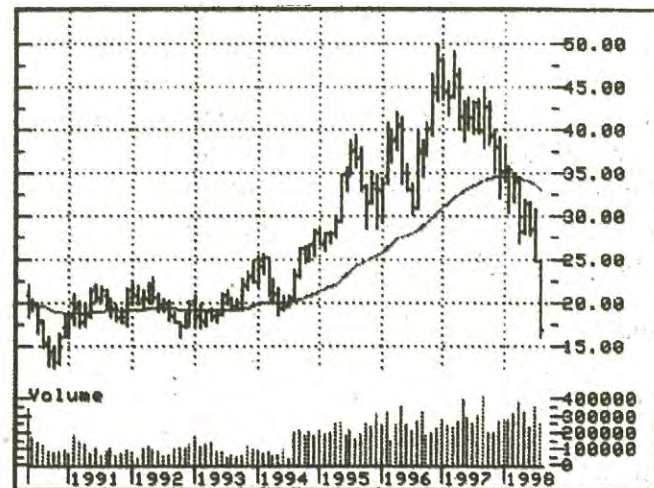


Tableau illustrant les actions de la compagnie-mère de la Beloit

temps, mène toutes les décisions des dirigeants d'entreprises. Beloit n'est plus un investissement rentable.

Pendant ce temps, à Sherbrooke

Les travailleurs de la Beloit ont formé un comité afin de trouver de nouveaux investisseurs susceptibles d'en relancer les activités industrielles. Jusqu'à maintenant, des contacts avec quelques acheteurs potentiels ont eu lieu mais sans résultat concret.

À ce moment-ci, une poignée de travailleurs, surtout chez les plus jeunes, se sont trouvés un nouvel emploi. Parmi les aînés, quelques-uns ont pris leur retraite et certains tentent de se recycler. D'autres, enfin, sont désespérés, sans emploi et sans espoir.

Au cours de la campagne électorale fédérale dans le comté de Sherbrooke, les

politiciens, soudainement, s'intéressent à la cause de ces travailleurs mis à pied et de l'avenir de l'usine Beloit. Il faut bien parler des enjeux locaux... Ces hommes sont exploités lorsqu'ils travaillent et le sont encore lorsqu'ils sont sans emploi.

La roulotte des travailleurs est partie, la campagne électorale est terminée, les journaux ne mentionnent plus la Beloit. Ces travailleurs n'existent plus dans la conscience collective de la population. C'est pourquoi que les compagnies, comme la Beloit, peuvent fermer leurs usines en toute impénitence, sans rendre de compte à ses travailleurs et travailleuses qui donnent leur vie à une entreprise. Les investisseurs décident du sort du monde...

Francine Couture
CTTAE



Comité des travailleurs
et travailleuses
accidenté-e-s de l'Estrie

Soirées thématiques

Le Comité des travailleurs et travailleuses accidenté-e-s de l'Estrie (CTTAE) vous invite à ses soirées thématiques portant sur la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (LATMP).

LES MARDIS SOIRS À 19 HEURES 30
SALLE ALPHONSE-DESJARDINS
187, RUE LAURIER À SHERBROOKE

M^c Marco Montimiglio

- 22 septembre 1998 La loi 79

- 3 novembre 1998 La Commission des Lésions Professionnelles

Personnes-ressources

- 6 octobre 1998 Les Maladies Professionnelles Pulmonaires

- 20 octobre 1998 Le retrait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite

Pour plus d'information, n'hésitez pas à nous téléphoner au (819) 563-8178



P.S. Emploi

411, rue Belvédère Sud
Sherbrooke, J1H 4B7
Tél. : 820-8869

est un organisme communautaire qui regroupe des personnes en situation de non-emploi. C'est aussi un lieu où se créent des réseaux personnels et professionnels à travers les liens d'entraide et de solidarité.

-- VOUS ET VOS DROITS --

La garderie est-elle responsable lorsqu'une enfant chute et se blesse?

FAITS :

Une petite fille de huit mois a chuté dans un escalier et s'est blessée. Sa mère venait la reconduire avec ses autres enfants à la garderie. Celle-ci était occupée à dévêtir son garçon lorsque la fillette a décidé de suivre un objet roulant dans l'escalier. L'escalier mène au sous-sol et la porte était exceptionnellement ouverte. L'enfant s'est blessée à la bouche et a perdu plusieurs dents. La politique de la garderie était à l'effet que les parents s'occupent des enfants tant qu'ils ne sont pas confiés à la responsable.

QUESTION :

La garderie est-elle responsable des blessures qu'a subies la fillette ou, la politique, à l'effet que les parents s'occupent des enfants jusqu'à ce qu'ils soient confiés à une responsable, enlève-t-elle toute chance de recours?

DÉCISION :

La garderie est responsable et doit dédommager la fillette pour une somme de 6 000,00 \$. Une somme de 980,00 \$ est accordée à la mère pour les frais divers.

MOTIFS :

La porte menant à l'escalier, selon une directive de la garderie, doit en tout temps être fermée et aucun jouet ne doit se trouver dans le vestibule. Il est vrai que la mère devait surveiller sa fille jusqu'à ce qu'une responsable la prenne en charge, mais la garderie devait quand même s'assurer que ses propres directives soient suivies. La mère ne savait pas que la porte était ouverte et qu'un jouet était dans le vestibule.

La garderie, même si les enfants ne lui sont pas encore confiés, doit s'assurer que le lieu est sécuritaire. Puisque les enfants fréquentant cette garderie sont très jeunes, le niveau d'assurance de sécurité est beaucoup plus élevé. La garderie n'a fourni aucune explication concernant le jouet dans le vestibule et la porte ouverte menant à l'escalier. La garderie est donc responsable.

Me Micheline Plante

Centre communautaire de l'Estrie
225, rue King Ouest, bureau 234
Sherbrooke (Québec) J1H 1P8
(819) 563-6122

Une foule nombreuse

Le Défilé de la Fierté

Le défilé de la fierté gai et lesbienne a réuni plus de quatre cent mille personnes le 2 août dernier. J'y étais et j'ai apprécié. Une seule chose m'a déplu : les lesbiennes n'étaient pas en très grand nombre.



Dessin : D. N.

J'en suis à mon deuxième défilé. J'aime aller marcher et me retrouver dans cette atmosphère de fête. En fait, cela m'offre l'occasion d'oublier pour un moment le fait d'appartenir à une minorité discriminée. En somme, cette marche m'a procuré l'agréable sensation d'être en majorité, et vous traduire ce plaisir m'est quasi impossible.

Une fête colorisée

Le défilé est en lui-même un événement haut en couleurs: des gais dansant au rythme de musiques des plus endiablées; des gais et lesbiennes présentant des performances de danses *country* et autres. Ainsi que des transsexuelles et des travestis, qui, de par leur seule apparence, constituent en eux-mêmes tout un spectacle. C'est une fête des plus colorisées et il faut y être pour constater à sa juste mesure la diversité de la communauté gai et de la communauté lesbienne. Il va sans dire que les deux communautés recèlent de multiples différences, voire qu'à l'intérieur de chacune d'entre elles, ces différences se font parfois orageuses.

Mais là n'est pas l'objet de mon propos. Je voulais en fait vous traduire ici combien il m'a été agréable de participer à une fête ou la plus grande force a résidé dans le désir de laisser place aux expressions les plus diverses. Et, qui plus est, combien il m'a été doux d'être en solidarité avec mes semblables, soient celles qui, comme moi, font état d'une grande différence: celle d'aimer les êtres de leur propre sexe.

Enfin, si le cœur vous en dit, on se donne rendez-vous l'année prochaine pour un autre défilé. Chacun et chacune sont les bienvenus.

D. N.

UN PEU D'HISTOIRE

«La rue, la nuit femmes sans peur» a pris naissance en 1978 alors que des femmes américaines manifestaient contre la pornographie dans les rues de San Francisco et du même coup lançaient le mot d'ordre *Take back the night* (Reprenons la nuit).

Et depuis, le troisième vendredi du mois de septembre est devenu le rendez-vous annuel contre la violence faite aux femmes de milliers de femmes du Québec, du Canada, des États-Unis et même d'Europe.

Vendredi, 18 septembre 1998
JOURNÉE D'ACTION CONTRE
LA VIOLENCE FAITE AUX
FEMMES

QUELQUES DATES...

Mardi, le 8 septembre 1998
JOURNÉE INTERNATIONALE
DE L'ALPHABÉTISATION

.....
Vendredi, le 11 septembre 1998
25^e ANNIVERSAIRE DU COUP
D'ÉTAT MILITAIRE DU GÉNÉRAL
PINOCHET AU CHILI
.....

Samedi, le 17 octobre 1998
JOURNÉE MONDIALE POUR
L'ÉLIMINATION
DE LA PAUVRETÉ

Je me forme et ça me transforme!

nouveau
Programme
pour les bénéficiaires
d'assurance emploi

Soutien financier disponible

FORMATION GÉNÉRALE DE NIVEAU SECONDAIRE

Vous avez touché des prestations d'assurance emploi au cours des trois dernières années et vous voulez décrocher votre diplôme d'études secondaires?

En plus de n'avoir rien à déboursier pour votre formation, vous êtes probablement admissible à un soutien financier!

Renseignez-vous sans tarder!

822-5520

Vous... avant tout

Centre Saint-Michel
FORMATION POUR ADULTES
135, rue King Ouest
Sherbrooke (Québec) J1H 1P4

Établissement de la C.S.C.S.

Équipement de bureau
QWERT ltée
985, rue Galt ouest,
Sherbrooke
562-5079

SERVICE
(RÉPARATION TOUTES MARQUES)
VENTE
LOCATION

SMITH CORONI

Une Fête populaire au Coeur du Quartier Centre-Sud

Samedi, le 8 août 1891, nous sommes à la fin du 19^e siècle. La population est de plus en plus nombreuse dans le quartier Centre-Sud. Les familles veulent qu'un parc pour les enfants soit aménagé. Aujourd'hui, samedi le 8 août 1998, le parc Racine (nom donné en honneur du premier évêque de Sherbrooke, Mgr Antoine Racine) est devenu le lieu de rencontre des gens de ce quartier. Et depuis maintenant quatre ans, une fête populaire annuelle se déroule dans cet oasis de verdure.

Cette initiative est venue d'un groupe de citoyennes et citoyens qui à l'époque, étaient préoccupés par la détérioration de la vie du quartier, et ce, tant au niveau économique que social. Ces derniers donnèrent naissance au Comité

sion de se redonner un sentiment de fierté et d'appartenance et de se connaître. Car l'objectif premier de ce Comité était d'offrir la parole à ses citoyennes et citoyens en mettant sur pied une fête populaire montée par eux et pour eux.

kiosques disposés en rond dans le parc invitant les gens à en faire la découverte.

Peut-être ne connaissez-vous pas l'autobus Macadam J (anciennement l'autobus Tic-Tac) qui revient pour une troisième année consécutive. Son coordinateur et intervenant, Charles Racine, explique : «L'autobus est un complément à ce que font les travailleurs de rue, et nous considérons que participer à cette fête de quartier, c'est solidifier notre objectif qui est d'atteindre les jeunes de 12 ans et plus pour les informer des services d'aide que nous pouvons leur offrir par l'entremise de ce moyen de transport.» Il va sans dire que les adolescentes et adolescents sur place étaient fiers d'envahir l'autobus.

Participation des gens du quartier

La plupart des participants bénévoles de cette année en étaient à leur première expérience. Pour les uns, la fête signifiait fournir de l'information; pour les autres,



Une scène, un animateur, une foule attentive...

Photo : Carole Archambault

elle signifiait partager leur passion. L'un d'entre eux, Philippe Forest faisait partie de ces bénévoles passionnés. Grâce à lui, plusieurs ont pu se familiariser avec quelques plantes médicinales qu'il avait pris la peine de cueillir pour l'occasion.

Un autre bénévole, François Lessard, partageait un plaisir réciproque, son amour pour les papillons avec les enfants et les adultes. Au coin lecture, Chantale Guillemette berçait les enfants par ses histoires. Mais le plus attirant des kiosques pour ces derniers, fut sans contredit celui-ci des *Petits Débrouillards*.

Quelques organismes communautaires du quartier tels *L'Action Plus*, *l'Entraide Populaire de l'Estrie* et le journal communautaire *Entrée Libre* tenaient leurs kiosques d'information. La journée était ensoleillée, chaude, voire torride et l'ambiance était à la fête et à la joie. Musique, danse, animation et bouffe faisaient parti du rendez-vous pour le plus grand plaisir de tous et chacun.

Un rendez-vous attendu

Certes, c'était un rendez-vous pour les plaisirs de la table qui ont eu lieu dès 17 heures, suivi d'une variété de musiques pour dessert. La rue Brooks s'est alors convertie en une piste de danse où petits et grands se sont laissés aller aux différents rythmes offerts par des artistes du coin. Puis, la fête a pris fin dans la fatigue, mais aussi dans le bonheur.

Les collaborateurs du *Comité des citoyens et citoyennes du secteur Racine* seront-ils de la fête l'an prochain? Les gens du quartier Centre-Sud le seront sans aucun doute. Et comme leur dépliant de cette année le dit : «Qui dit quartier, dit racine». Peu importe la situation économique et sociale de chacun et chacune, c'est ensemble que le quartier restera debout grâce à celles et ceux qui ont eu l'initiative de cette fête populaire annuelle.

Carole Archambault



Une fête sans maquillage ce n'est pas une fête!

Photo : Carole Archambault

des citoyens et citoyennes du secteur Racine. Le Comité organise depuis quatre ans cette fête annuelle. Plusieurs collaborateurs fournissent depuis le début leur aide tels la Ville de Sherbrooke par le biais des Services récréatifs et communautaires, les commerçants des rues avoisinantes et les résidentes et résidents du coin eux-mêmes. Ensemble, ils aspirent à fournir aux gens du quartier, une occa-

Animation pour les petits et grands

Qui dit plaisir dit jeux. Aussi, les organisateurs de cette année, n'ont pas manqué d'imagination. Dès 11 heures, le matin de la fête, les inscriptions aux différentes activités étaient déjà bien amorcées : tournoi de hockey de rue, volleyball, jeux de parachute, etc., sans oublier la présence de l'autobus Macadam J et les

S'abonner c'est se donner les moyens de mieux s'informer

Abonnement régulier 15 \$
Institutions, organismes 20 \$
Le prix inclut la TPS

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$ pour _____ abonnement(s) adressé à :

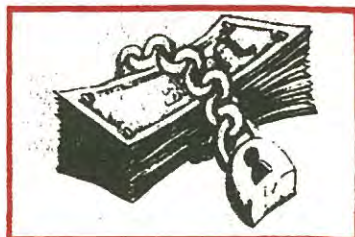
Entrée Libre

187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Téléphone : _____



LE FINANCEMENT DES GROUPES POPULAIRES

URGENT

URGENT

Recherchons équiéiers et équiéières pour :

Rédaction
 Enquêtes

Photos
 Montage

Se joindre à l'équipe d'Entrée Libre permet de s'impliquer humainement dans le quartier.

CONTACTEZ-NOUS : 821-2270